

RÉPUBLIQUE DU SÉNÉGAL

Un Peuple - Un But - Une Foi

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
DU PLAN ET DE LA COOPÉRATION



REVUE DE PRESSE

Les Quotidiens

Cellule Communication

Vendredi 21 Novembre 2025



Rue René Ndiave X Avenue Carde – BP 4017 Dakar – Tél : +221 33 889 21 06

Site web : www.economie.gouv.sn – Contact: contact.mepc@economie.gouv.sn



PRESSE EN LIGNE

LE SOLEIL. Ousmane Sonko préside le Comité de pilotage du PRES : cap vers un redressement économique

Le Premier ministre Ousmane Sonko a présidé, le jeudi 20 novembre 2025, au Building administratif Président Mamadou Dia, une importante réunion du Comité chargé de la mise en œuvre des mesures du Plan de Redressement Économique et Social (PRES). Cette instance, cœur de la stratégie de relance de l'économie sénégalaise, dresse un premier bilan « probant » selon le chef du gouvernement. Des résultats encourageants dès les premiers mois. Lors de cette session, Sonko et les membres du Comité ont passé en revue les premières actions du PRES, lancé officiellement le 1er août 2025. Le plan vise à réorienter l'économie, à renforcer la souveraineté nationale et à promouvoir l'équité sociale. Aux yeux du Premier ministre, les résultats obtenus à ce stade « permettront une meilleure prise en charge des attentes des Sénégalais » : mobilisation de ressources domestiques, rationalisation des dépenses publiques et réforme structurelle sont parmi les leviers activés.

<https://lesoleil.sn/actualites/economie/ousmane-sonko-preside-le-comite-de-pilotage-du-pres-cap-vers-un-redressement-economique/>

LE SOLEIL. Budget 2026 du ministère de l'Économie : plus de 39 milliards FCFA adoptés en commission

La Commission des Finances et du Contrôle budgétaire, élargie à la Commission des Affaires économiques, a examiné et adopté, ce jeudi 20 novembre, le projet de budget 2026 du ministère de l'Économie, du Plan et de la Coopération. Défendu devant les députés par le ministre Abdourahmane Sarr, le budget est fixé à 39 281 075 505 FCFA en crédits de paiement et en autorisations d'engagement. Selon la répartition présentée, 2 463 107 990 FCFA sont alloués aux dépenses de personnel, 1 642 915 921 FCFA aux dépenses de fonctionnement, 11 949 235 161 FCFA aux dépenses de transferts, tandis que 9 725 816 433 FCFA sont destinés aux investissements exécutés par l'État. Les 13 500 000 000 FCFA restants sont affectés aux transferts en capital. Cette adoption ouvre la voie à la poursuite des priorités économiques et programmations prévues pour l'exercice 2026.

<https://lesoleil.sn/actualites/economie/budget-2026-du-ministere-de-leconomie-plus-de-39-milliards-fcfa-adoptes-en-commission/>

SENEWEB. Finances publiques : Ce que l'Etat a collecté et ce qu'il a dépensé en 9 mois

Au terme du troisième trimestre de l'année 2025, les recettes du budget général de l'Etat du Sénégal se sont chiffrées à 3254,0 milliards de francs Cfa, sur une prévision de 4668,9 milliards de francs Cfa. Soit un taux de réalisation de 69,7% de l'objectif annuel, renseigne le ministère des Finances dans le rapport du troisième trimestre d'exécution budgétaire. Le département évoque une « amélioration conjuguée des recouvrements des recettes fiscales et des recettes non fiscales ». En effet, les recettes fiscales se sont élevées à 2987,9 milliards à fin septembre 2025, soit 72,9% de



l'objectif annuel de 4099,6 milliards. Par rapport à la même époque de l'année dernière, elles ont connu une progression de 211,1 milliards. Les recettes non fiscales, quant à elles, se sont établies à 214,2 milliards et les dons reçus par l'Etat se sont chiffrés à 52 milliards.

https://www.seneweb.com/fr/news/5/finances-publiques-ce-que-letat-a-collecte-et-ce-qu'il-a-depense-en-9-mois_n_474959.html

SENEWEB. Recettes fiscales en hausse : la grosse alerte d'un financier

Le rapport d'exécution budgétaire du troisième trimestre 2025 révèle une hausse de 7,6% des recettes fiscales, à presque 3000 milliards de francs CFA. Une bonne nouvelle parce qu'il rapproche le pays de l'objectif annuel, qui est 72,9%. Consultant financier, Ibnou Soumaré salue cette performance dans un entretien paru ce jeudi dans L'Observateur. Elle «témoigne d'une politique fiscale globalement efficace», applaudit-il. «Cependant, alerte l'expert, il est important d'attirer l'attention des autorités publiques sur l'effet de la loi de Laffer, qui suggère que dépasser un certain seuil de pression fiscale peut réduire les recettes en décourageant la production et l'investissement.» «De plus, considère Ibnou Diop, compte tenu du pouvoir d'achat actuel des ménages, la charge fiscale est déjà élevée, ce qui impose une gestion prudente pour ne pas affecter négativement la consommation et l'activité économique. En résumé, la mobilisation des recettes est bien engagée, mais l'équilibre entre collecte et charge doit être soigneusement maintenu pour garantir une croissance durable.»

https://www.seneweb.com/fr/news/5/recettes-fiscales-en-hausse-la-grosse-alerte-dun-financier_n_475010.html

AGENCE ECOFIN. Sénégal : 5,2 milliards \$ de recettes mobilisées à fin septembre 2025

Au cours des neuf premiers mois de l'année, le Sénégal a atteint 72,9 % de son objectif annuel, soutenu notamment par l'impôt sur les sociétés, l'impôt sur le revenu, l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières et l'impôt sur les capitaux mobiliers. Le Sénégal a mobilisé près de 2987,9 milliards FCFA (plus de 5,2 milliards \$) de recettes fiscales à fin septembre 2025, soit 72,9 % de l'objectif annuel fixé à 4099,6 milliards, selon le dernier rapport trimestriel d'exécution budgétaire rendu public en novembre 2025. Ce montant représente une hausse de 211,1 milliards FCFA, par rapport à la même période en 2024, portée essentiellement par l'augmentation des impôts directs et des impôts indirects. Sur la période étudiée, les impôts directs ont atteint 1172 milliards FCFA, soit un taux de réalisation de 81,9 % de l'objectif annuel, portés notamment par l'impôt sur les sociétés, l'impôt sur le revenu, ainsi que l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières (IRVM) et l'impôt sur les capitaux mobiliers (IRCM).

<https://www.agenceecofin.com/actualites-finance/2011-133563-senegal-5-2-milliards-de-recettes-mobilisees-a-fin-septembre-2025>

LE SOLEIL. Ministère des Pêches: Baisse de 19 % du budget

Le projet de budget 2026 du ministère des Pêches et de l'Économie maritime connaît une baisse de 19 % par rapport à l'année dernière. Le budget, défendu par le ministre Fatou Diouf, enregistre une réduction significative, qui impose un recentrage des priorités sur la gestion durable des ressources halieutiques. Le budget total du ministère est fixé à 32 546 528 804 FCfa contre 40 039 641 597 FCfa en 2025. Cela représente une diminution de 7,48 milliards de FCfa. Selon le document, cette baisse



est causée par une double contraction. Les ressources internes passent de 27,18 milliards de FCfa à 24,55 milliards de FCfa. Les ressources externes passent de 12,86 milliards de FCfa à 8 milliards de FCfa.

<https://lesoleil.sn/actualites/economie/ministere-des-peches-baisse-de-19-du-budget/>

LE SOLEIL. Infrastructures – Budget 2026 : plus de 716 milliards FCFA pour accélérer les chantiers

La Commission des Finances et du Contrôle budgétaire, élargie à la Commission de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, de l'Habitat, des Infrastructures et des Transports, a examiné et adopté, ce jeudi 20 novembre, le projet de budget 2026 du ministère des Infrastructures, défendu par le ministre Déthie Fall. Pour l'exercice 2026, le budget global du département est arrêté à 716,1 milliards FCFA, répartis entre ressources internes (244,1 milliards FCFA) et ressources externes (472,05 milliards FCFA). Il s'agit du premier budget du ministère nouvellement créé par le décret n°2025-1430 du 6 septembre 2025, marquant ainsi le démarrage d'une phase de structuration stratégique du secteur. Les investissements, priorité absolue. Le budget 2026 se distingue par sa forte orientation vers les dépenses d'investissement, qui représentent près de 90 % du total. Celles-ci s'élèvent à 644,46 milliards FCFA, confirmant la volonté du gouvernement d'accélérer la mise en œuvre des projets d'infrastructures structurants à l'échelle nationale.

<https://lesoleil.sn/actualites/economie/infrastructures-budget-2026-plus-de-716-milliards-fcfa-pour-acceler-les-chantiers/>

LEJECOS. Zone Uemoa : les exportations de biens du Sénégal sont estimées à 82,9 milliards de FCFA au mois d'août 2025

Selon la Direction de la prévision et des études économiques (Dpee), les exportations de biens du Sénégal dans l'espace Uemoa sont estimées à 82,9 milliards contre 101,1 milliards un mois plus tôt. La même source souligne qu'elles représentent 20,5% de la valeur totale des exportations de biens, soit une dégradation de 2,9 points de pourcentage comparé au mois précédent. Avec une part de 77,4% contre 75,7% au mois précédent, le Mali reste le premier client du Sénégal, au sein de cette Union. Les produits pétroliers sont les principales denrées vendues à ce partenaire, avec une part de 45,6%, en repli de 13,8 points de pourcentage comparé à juillet 2025.

https://www.lejecos.com/Zone-Uemoa-les-exportations-de-biens-du-Senegal-sont-estimees-a-829-milliards-de-FCFA-au-mois-d-août-2025_a29899.html

LEJECOS. Pôle urbain du Lac Rose : L'État du Sénégal valide un projet immobilier de plus de 700 milliards FCfa

Le Pôle urbain du Lac Rose franchit une nouvelle étape dans son développement. L'État du Sénégal, à travers la Délégation générale à la promotion des pôles urbains de Diamniadio et du Lac Rose (Dgpu), a donné son accord pour la réalisation d'un ambitieux projet immobilier porté par Casa Orascom. L'objectif : transformer cette zone stratégique en un modèle national d'urbanisme durable, inclusif et respectueux de l'environnement. Ce jeudi, l'entreprise promotrice a organisé une session d'information suivie d'une visite de terrain avec des journalistes afin de présenter les contours du projet, qui s'étendra sur 216 hectares. Entièrement financé par Casa Orascom, le projet représente un investissement colossal de 761 milliards de francs Cfa. L'État du Sénégal y intervient principalement par la mise à disposition de l'assiette



foncière, un partenariat public-privé qui permet d'accélérer le développement du Pôle urbain du Lac Rose.

https://www.lejecos.com/Pole-urbain-du-Lac-Rose-L-Etat-du-Senegal-valide-un-projet-immobilier-de-plus-de-700-milliards-FCfa_a29902.html

SUD QUOTIDIEN. Adoption de trois décrets en conseil des ministres de ce mercredi : les précisions du ministère de la Fonction publique

Trois décrets ont été adoptés avant-hier, mercredi 20 novembre en conseil des ministres. Suite à leur adoption, le Ministère de la Fonction publique, du Travail et de la Réforme du Service public a tenu à apporter certaines précisions. En réunion du conseil des ministres de ce mercredi 19 novembre, trois décrets ont été adoptés au ministère de la fonction publique. Il s'agit du projet de décret modifiant le décret n°2006-392 du 27 avril 2006 complétant le décret n°77-987 du 14 novembre 1977 portant statut particulier du cadre des fonctionnaires de l'Enseignement ; du projet de décret modifiant le décret n°74-347 du 12 avril 1974 fixant le régime spécial applicable aux agents non fonctionnaires de l'Etat et du projet de décret modifiant le décret n°77-887 du 12 octobre 1977 portant statut particulier du cadre des fonctionnaires de la Santé publique et de l'Action sociale. Suite à l'adoption de ces décrets, le Ministère de la Fonction publique, du Travail et de la Réforme du Service public apporte des précisions.

<https://www.sudquotidien.sn/adoption-de-trois-decrets-en-conseil-des-ministres-de-ce-mercredi-les-precisions-du-ministere-de-la-fonction-publique/>

SUD QUOTIDIEN. Rapatriement des devises : la BCEAO resserre le contrôle, le patronat sous pression

Alors que près d'un quart des recettes d'exportation hors UEMOA échappent encore au circuit bancaire régional, la BCEAO resserre l'étau. Le nouveau règlement N°06/2024 redessine les règles du jeu pour les entreprises exportatrices et impose un contrôle accru des flux financiers. Une réforme qui entend à la fois protéger les réserves de change et redonner du souffle à la compétitivité extérieure. Hier, au siège de la Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Agriculture de Dakar (CCIAD), s'est tenue la rencontre semestrielle entre la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) et les organisations patronales. Dans un contexte international où les capitaux circulent à une grande vitesse, la Banque centrale entend rappeler aux opérateurs économiques que la discipline financière n'est plus une option, mais une condition de stabilité.

<https://www.sudquotidien.sn/rapatriement-des-devises-la-bceao-resserre-le-controle-le-patronat-sous-pression/>



ACTUALITÉS INTERNATIONALES



Rue René Ndiave X Avenue Carde – BP 4017 Dakar – Tél : +221 33 889 21 06

Site web : www.economie.gouv.sn – Contact: contact.mepc@economie.gouv.sn

FRANCE 24. Face au mur de sa dette, le Sénégal en quête d'un accord avec le FMI

Comment se dépêtrer d'une dette colossale? Alors que l'Afrique accueille son premier G20 samedi à Johannesburg, en Afrique du Sud, avec la dette parmi les sujets prioritaires, le Sénégal surendetté bataille pour obtenir du FMI un nouveau programme d'aide pour soulager ses finances et rétablir la confiance de ses partenaires économiques. Avec une dette qui a atteint l'équivalent de 132% de son PIB, selon le Fonds monétaire international (FMI), le Sénégal est aujourd'hui le deuxième pays le plus endetté d'Afrique subsaharienne. En 2024, le nouveau gouvernement issu de la victoire de l'opposition aux élections a accusé le pouvoir de l'ex-président Macky Sall (2012-2024) d'avoir dissimulé la réalité de cette situation budgétaire préoccupante. En conséquence, le FMI a suspendu son programme d'aide de 1,8 milliard de dollars (1,6 milliard d'euros) conclu en 2023 en attendant d'avoir des réponses et des engagements des nouvelles autorités. L'institution a notamment pointé du doigt "des déclarations erronées significatives des déficits budgétaires et de la dette publique sur la période 2019–2023".

<https://www.france24.com/fr/info-en-continu/20251121-face-au-mur-de-sa-dette-le-s%C3%A9gal-en-qu%C3%AAtte-d-un-accord-avec-le-fmi>

LE POINT. Sénégal : c'est l'état d'urgence économique !

Le scandale de la dette cachée sous Macky Sall continue d'exacerber les tensions entre le président Faye et son Premier ministre, alors que Dakar négocie avec le FMI pour éviter le défaut. La dette cachée du Sénégal continue d'agiter les milieux économiques et politiques. À l'issue de sa mission au Sénégal, le 6 novembre, le Fonds monétaire international (FMI) a annoncé la prolongation des discussions. Dans son communiqué final, le FMI souligne : « Les discussions ont été productives et se sont concentrées sur les actions requises pour traiter les vulnérabilités budgétaires et de dette mises en évidence par l'épisode de la dette cachée, posant ainsi une base solide pour la poursuite des échanges dans les semaines à venir en vue d'un éventuel nouveau programme soutenu par le FMI. » Visiblement, l'Institution de Bretton Woods tenait à prolonger les discussions et à souligner les points à régler pour s'engager dans un nouveau programme avec le Sénégal.

https://www.lepoint.fr/afrique/senegal-c-est-l-etat-d-urgence-economique-20-11-2025-2603547_3826.php

RFI. Sénégal: exercice mouvementé de lutte contre la pêche illicite au large de Saly

Au Sénégal, l'urgence est à la protection des ressources halieutiques. Face à la surpêche, des brigades locales connues sous le nom de CLPA - conseil local pour la pêche artisanale, sont chargées de surveiller les eaux, là où l'État est absent : des pêcheurs et acteurs du secteur, bénévoles, qui repèrent et traquent les pratiques illicites. Pour adopter les bons comportements, l'organisation Greenpeace les a réunis le 18 novembre lors d'un exercice en mer très mouvementé au large de Saly, au sud de Dakar. Sa pirogue est encerclée, ses filets cernés. Ce pêcheur d'une quarantaine d'années est surpris en pleine infraction. Il vient de remonter une grande quantité de sardinelles trop jeune pour être capturées. « Ça, c'est zéro tolérance, s'exclame Kaly Ba, responsable de la campagne « Océan » chez Greenpeace Afrique. Ils sont en train de se tirer une balle dans le pied en exterminant la ressource, pour satisfaire une



industrie de farine et de poisson qui ne va même pas bénéficier aux populations africaines. »

<https://www.rfi.fr/fr/podcasts/afrique-%C3%A9conomie/20251120-s%C3%A9n%C3%A9gal-exercice-mouvement%C3%A9-de-lutte-contre-la-p%C3%A9che-illicite-au-large-de-saly>

JOURNAL DE L'ÉCONOMIE. Croissance : le FMI alerte sur le faible potentiel des grandes économies

La nouvelle salve de prévisions du Fonds monétaire international place la croissance des vingt plus grandes économies mondiales sous un plafond inquiétant : seulement 2,9 % en 2030, soit la plus faible croissance à moyen terme depuis la crise de 2009. Cette croissance modérée, annoncée dans un rapport remis au G20, révèle pourtant des écarts croissants entre économies avancées et émergentes, et impose ainsi, dès maintenant, des choix politiques décisifs en matière de croissance. Le 19 novembre 2025, à Washington, le Fonds monétaire international a présenté aux ministres du G20 ses nouvelles prévisions de croissance à l'horizon 2030, dans un contexte où l'économie mondiale reste fragilisée par des tensions commerciales persistantes, des niveaux d'endettement élevés et une démographie moins porteuse. Selon ce rapport de référence, la croissance des vingt plus grandes économies du globe ne dépasserait pas 2,9 % en 2030, ce qui constitue, d'après le FMI, la plus faible perspective de croissance à moyen terme depuis la crise financière mondiale de 2009.

<https://www.journaldeleconomie.fr/croissance-le-fmi-alerte-sur-le-faible-potentiel-des-grandes-economies/>

RFI. États-Unis: hausse du taux de chômage et des créations d'emplois en septembre

Aux États-Unis, le chômage est en faible hausse pour le mois de septembre malgré la création de près de 120 000 postes, selon les chiffres publiés avec plus de six semaines de retard du fait de la paralysie budgétaire qui a frappé le pays. Ces chiffres de septembre auraient dû être publiés au début du mois d'octobre, mais cela n'a pas été possible en raison du shutdown. Cette photographie du marché du travail est donc celle de l'emploi aux États-Unis avant la paralysie budgétaire. L'impact du shutdown sur l'emploi ne sera connu qu'à la fin de l'année. Ce que l'on peut voir pour le mois de septembre, ce sont des résultats mitigés. Le chômage augmente. C'est vrai, il augmente peu, mais il passe de 4,3 % à 4,4 %. Et 4,4 %, c'est mine de rien le taux de chômage le plus haut depuis quatre ans, depuis le mois d'octobre 2021.

<https://www.rfi.fr/fr/am%C3%A9riques/20251120-%C3%A9tats-unis-hausse-du-taux-de-ch%C3%B4mage-et-des-cr%C3%A9ations-d-emplois-en-septembre>

COURRIER INTERNATIONAL. Devant la montée des cours de l'or, les Chinois ne savent plus s'il faut vendre ou acheter

Les investisseurs et consommateurs chinois sont partagés entre l'envie de réaliser de belles plus-values et la prudence face à la volatilité des cours de l'or. Une situation telle qu'elle pèse sur la programmation des mariages, où le précieux métal est roi. Alors que l'once d'or flirte comme jamais avec les 4 000 dollars [3 450 euros], les investisseurs et les consommateurs chinois sont pris en tenailles entre excitation et inquiétude. À la fois frustrés d'avoir laissé passer de belles occasions et prudents face à l'ampleur record de cette hausse, beaucoup se trouvent dans un épais brouillard, ne



sachant pas s'ils doivent acheter, vendre ou conserver ce bien qui brille de mille feux. Li Yue est un petit épargnant qui travaille comme ingénieur à Canton, dans le sud-est de la Chine. Il a cru avoir une occasion en or de tirer profit de ses ressources en ce précieux minerai à la mi-septembre.

https://www.courrierinternational.com/article/finance-devant-la-montee-des-cours-de-l-or-les-chinois-ne-savent-plus-s-il-faut-vendre-ou-acheter_236976

LE MONDE. Attaquées par les populistes et soumises aux coupes budgétaires, les statistiques publiques en pleine turbulence

Aux Etats-Unis, Donald Trump a brutalement congédié, en août, la directrice des statistiques du travail. Un cas illustrant les pressions croissantes exercées sur les instituts statistiques, y compris en Europe, où les gardiens des chiffres officiels voient leur indépendance menacée. Vendredi 1er août, la vie d'Erika McEntarfer a basculé. L'économiste américaine, quasi inconnue du grand public, dirigeait depuis dix-huit mois, aux Etats-Unis, le Bureau of Labor Statistics, l'équivalent américain de l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee) pour les données sur le marché du travail. A 14 heures ce jour-là, elle a reçu un e-mail d'un journaliste lui demandant de répondre au message de Donald Trump, sur les réseaux sociaux, annonçant qu'elle était limogée. C'est ainsi qu'elle prit connaissance de son éviction.

https://www.lemonde.fr/economie/article/2025/11/21/attaquees-par-les-populistes-et-soumises-aux-coupes-budgetaires-les-statistiques-publiques-en-pleines-turbulences_6654238_3234.html

BFMTV. Ils craignaient que les investisseurs fuient: les sénateurs suppriment l'augmentation de la CSG sur les revenus du capital, pourtant voulue par les députés

Lors de l'examen du projet de loi de financement de la Sécurité sociale (PLFSS) pour 2026 ce vendredi 21 novembre, les sénateurs ont supprimé l'augmentation de la CSG sur les revenus du capital, qui avait été introduite par l'Assemblée nationale. Le Sénat continue de détricoter la copie de l'Assemblée nationale... qui elle-même avait largement amendée celle du gouvernement. Ce vendredi 21 novembre, les sénateurs ont supprimé l'article 6 bis du projet de loi de financement de la Sécurité sociale (PLFSS) pour 2026. Ajouté par les députés en première lecture du texte au Palais Bourbon, celui-ci introduisait une hausse de la CSG sur les revenus du capital. Au total, quatre amendements de suppression ont été déposés et adoptés à 208 voix pour et 133 contre.

https://www.bfmtv.com/economie/economie-social/ils-craignaient-que-les-investisseurs-fuient-les-senateurs-suppriment-l-augmentation-de-la-csg-sur-les-revenus-du-capital-pourtant-voulue-par-les-deputes_AV-202511210474.html

ZONE BOURSE. Grande-Bretagne: La croissance du secteur privé décélère en novembre avant la présentation du budget, selon l'indice PMI

La croissance de l'activité du secteur privé britannique a décéléré en novembre alors que les entreprises ont mis en attente leur projet avant l'annonce très attendue du projet de budget du gouvernement qui pourrait augmenter la fiscalité, selon une enquête auprès des directeurs d'achats publiée vendredi. L'indice PMI "flash" CIPS/S&P Global, qui regroupe les secteurs des services et manufacturier, a reculé à 50,5 en novembre, contre 52,2 en octobre et juste au-dessus du seuil de 50,0, qui sépare une



croissance d'une contraction de l'activité. Les économistes interrogés par Reuters tablaient sur un chiffre bien supérieur, à 51,8. L'indice PMI pour les services a reculé à 50,5 ce mois-ci contre 52,3 en octobre sous l'effet d'une première baisse des nouvelles affaires depuis juillet.

<https://www.zonebourse.com/actualite-bourse/grande-bretagne-la-croissance-du-secteur-prive-decelere-en-novembre-avant-la-presentation-du-budget-ce7d5edfdb8af62d>

LES ECHOS. Le climat des affaires résiste à l'incertitude budgétaire

Le climat des affaires s'est légèrement amélioré au mois de novembre tiré par les services, selon l'Insee. Le moral des industriels flanche. Le manque de visibilité et l'inquiétude liée aux possibles impôts nouveaux pèsent sans doute sur le moral des chefs d'entreprise, mais à la marge. En novembre, le climat des affaires a encore gagné 1 petit point, selon l'indicateur de l'Insee publié ce vendredi. Mais à 98, il ne décolle pas depuis la dissolution de juin 2024, restant sous la barre des 100, sa moyenne de longue période. L'évolution est contrastée selon les secteurs : dans les services, l'indicateur reprend 3 points, tirés notamment par le transport routier de marchandises et l'information-communication. La confiance remonte aussi sensiblement dans le commerce de détail - hors réparation automobile -, et reste stable dans la construction.

<https://www.lesechos.fr/economie-france/conjoncture/le-climat-des-affaires-resiste-a-lincertitude-budgetaire-2200154>

FRENCH.CHINA.ORG. L'émission d'obligations en euros de la Chine témoigne de la confiance des investisseurs

La forte demande pour la dernière émission d'obligations souveraines chinoises en euros reflète la confiance des investisseurs internationaux dans la solvabilité de la Chine et son potentiel économique à long terme, ont déclaré des professionnels et des experts de la finance. Ils ont ajouté que l'émission successive de deux obligations souveraines par la Chine en un mois soulignait également son engagement en faveur d'une ouverture accrue et d'une intégration plus poussée avec les marchés financiers mondiaux. Le ministère chinois des Finances a levé 4 milliards d'euros (4,6 milliards de dollars) grâce à une émission en deux tranches réalisée mercredi au Luxembourg: 2 milliards d'euros d'obligations à quatre ans assorties d'un coupon de 2,401 %; et 2 milliards d'euros d'obligations à sept ans assorties d'un rendement de 2,702 %.

http://french.china.org.cn/business/txt/2025-11/21/content_118188706.htm

L'INFO DURABLE. COP 30 : droits de douane et taxe carbone pèsent sur les négociations climatiques

À Belém, la ville brésilienne qui accueille la COP30, difficile de passer à côté de la BYD Dolphin Mini, la citadine chinoise qui domine le marché local des véhicules électriques, alors même que la marque s'efforce de rattraper son retard en Europe et est absente en Amérique du Nord. Les mesures restrictives en matière de commerce pèsent lourd sur le sommet des Nations Unies sur le climat de cette année, la Chine faisant pression pour un accès plus large au marché pour ses technologies vertes et les principales économies en développement contestant la nouvelle taxe carbone aux frontières imposée par l'Europe sur les importations à forte intensité de carbone comme l'acier et les engrais. Même les petits pays en développement dont les exportations ne sont



pas visées par le mécanisme d'ajustement carbone aux frontières (MACF) de l'Europe craignent des mesures plus larges à venir.

<https://www.linfodurable.fr/politique/cop-30-droits-de-douane-et-taxe-carbone-pesent-sur-les-negociations-climatiques-53567>

